



**Frédéric Dessberg &
Éric Schnakenbourg (dir.)**

Les horizons de la politique extérieure française

Stratégie diplomatique et militaire
dans les régions périphériques et les
espaces seconds (XVI^e–XX^e siècles)



**Frédéric Dessberg &
Éric Schnakenbourg (dir.)**

Les horizons de la politique extérieure française

Stratégie diplomatique et militaire
dans les régions périphériques et les
espaces seconds (XVI^e–XX^e siècles)

Introduction

Les horizons de la politique extérieure française

Stratégie diplomatique et militaire dans les régions périphériques et les espaces seconds (XVI^e-XX^e siècles)

Éric SCHNAKENBOURG, Frédéric DESSBERG

Le colloque qui s'est déroulé les 31 mars et 1^{er} avril 2010 aux Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan et au château de Nantes est l'ultime étape d'un programme de recherches lancé deux ans plus tôt sur les rapports politiques, diplomatiques et militaires de la France avec les pays de la périphérie européenne, de l'époque moderne à nos jours. Deux journées d'études préparatoires nous ont permis de baliser et de circonscrire notre champ d'investigation¹. Forts des réflexions et des problématiques dégagées à l'occasion de ces deux rencontres, nous avons invité de nouveau des chercheurs à se réunir pour échanger leurs analyses sur la capacité de la France à appréhender la situation des régions de l'Europe dont elle est éloignée, et à y intervenir par la diplomatie ou par les armes. Notre rencontre est d'emblée marquée du sceau de la géographie, car l'espace s'impose dans notre réflexion comme une réalité incontournable : il hiérarchise les priorités diplomatiques et militaires, perturbe la connaissance comme la compréhension de tensions et de conflits lointains et pèse sur l'efficacité de toute action extérieure. Réalité incontournable, certes, mais pas insurmontable, tout au contraire. C'est en effet bien de la capacité des différents gouvernements français, sur le temps long s'étendant du XVI^e au XX^e siècle, à interpréter des réalités

¹ « La France face aux crises et aux guerres des périphéries européennes » (2 avril 2008) et « Enjeux et influences de la politique française dans la périphérie atlantique » (5 mars 2009), dont les actes ont été publiés sous le titre *La France face aux crises et aux conflits des périphéries européennes et atlantiques du XVI^e au XX^e siècle*, Schnakenbourg Éric et Dessberg Frédéric (dir.), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

lointaines, à penser et à projeter leur action dans la périphérie européenne dont il s'agit.

La notion de périphérie est d'une double nature car elle implique la distance et le rapport de force. Nous avons cherché à l'envisager sous ces deux aspects en la définissant comme un ensemble comprenant des régions situées au-delà du voisinage de la France, mais dans lesquelles elle a néanmoins des intérêts à défendre. Ainsi, se servir du biais de la périphérie permet de disposer d'une grille de lecture spatiale pour comprendre la politique étrangère de tout État, car elle invite à une réflexion sur la hiérarchisation des priorités en matière de diplomatie et de défense. Les régions prioritaires sont celles dans lesquelles se joue l'essentiel du rapport de force à l'échelle européenne. Dans le cas de la France, il s'est longtemps agi de la grande dorsale méridienne allant des Pays-Bas à l'Italie, théâtre multiséculaire de l'affrontement avec la Maison d'Autriche puis l'Allemagne, ou de l'axe France-Algérie autour duquel s'articule la politique méditerranéenne de Paris de 1830 à 1962. En revanche, d'autres espaces sont périphériques et seconds, car les objectifs que la diplomatie française y poursuit sont, tout ou partie, conditionnés par les enjeux des espaces prioritaires. L'une des illustrations de cette hiérarchie spatiale est le principe de l'alliance de revers. Au XVII^e siècle, par exemple, la France s'allie à la Suède pour sa capacité à intervenir dans le nord de l'Allemagne, et non pour le rôle qu'elle peut jouer en Baltique. On pourrait adopter le même schéma pour la Pologne ou l'Empire ottoman. Cette approche permet de distinguer les pays ou régions qui pourraient s'inscrire dans notre réflexion. Ils encerclent le continent européen, « portent autour » au sens de l'étymologie grecque de périphérie, partant de l'Irlande, passant par la Baltique puis le Bosphore pour revenir vers la Méditerranée occidentale. Ils dessinent un vaste croissant à la fois terrestre et maritime au sein duquel s'inscrit la stratégie française en politique étrangère. Elle y cherche les moyens de ses succès en nouant des alliances, en entretenant ou apaisant des crises, en activant ou pacifiant des conflits civils ou internationaux. La périphérie est donc essentielle au rayonnement de la France en Europe et il n'est pas surprenant de voir les autres puissances observer, voire contrarier les stratégies françaises dans un espace qui n'est intégré, ni fixe. La périphérie n'est en effet pas une ceinture homogène, mais un ensemble dynamique de points d'appui dont l'importance varie au gré du contexte politique européen qui guide les choix diplomatiques de Paris, en fonction également des informations disponibles, de la connaissance et de la compréhension de situations lointaines, ainsi que des capacités d'intervention diplomatique et militaire. L'ensemble de ces paramètres crée des interactions qui fondent la cohérence, et le cas échéant génèrent les contradictions, du processus décisionnel de l'action française dans la périphérie européenne. Ces interactions prési-

dent à la mise en œuvre d'une politique qui repose, d'abord, sur l'observation des situations singulières au sein des régions périphériques, ensuite, sur la détermination d'une action diplomatique qui précède, si nécessaire, la mobilisation puis l'usage de moyens militaires. L'analyse de chacune de ces étapes et de leur enchaînement au travers d'études particulières doit permettre de caractériser, sur une période de quatre siècles, l'une des dynamiques structurantes de la politique extérieure française. À travers des questionnements transversaux dans l'espace et dans le temps, notre réflexion globale s'organise autour de deux actions principales : comprendre et intervenir.

La capacité à connaître est une condition nécessaire à l'efficacité d'une politique étrangère, puisque le drainage et l'analyse du renseignement précèdent toute prise de décision. La question des moyens d'information sur la situation des régions périphériques de ceux qui font les choix diplomatiques et planifient les opérations militaires est primordiale. La qualité du renseignement sur les conflits en cours, sur les contentieux et les tensions passés ou présents, sur le potentiel militaire d'une puissance, constitue un élément nécessaire à la compréhension de situations extérieures. À partir de ce postulat, il faut réfléchir aux moyens d'acquisition de l'information et à l'écho des crises et des conflits qui n'est pas limité aux cercles diplomatiques et militaires. La difficulté principale consiste à appréhender une réalité lointaine et les enjeux particuliers d'espaces qui ne sont pas toujours familiers au gouvernement central. La nécessité de s'adapter en permanence à des situations toujours mouvantes et parfois floues, fait le partage de l'expérience acquise et de l'expérimentation permanente. Elle confère à ceux qui émettent le renseignement la reconnaissance d'une expertise qui les autorise à sortir de leur rôle de simple émetteur de nouvelles pour endosser, plus ou moins clairement, celui de conseiller. Leurs observations qui concernent un théâtre particulier entrent en dialogue avec le sens général d'une stratégie globale de politique étrangère. La relation à la périphérie n'a en effet de sens que replacée dans le contexte général d'une action extérieure, c'est à cette aune qu'elle est pensée et observée aussi bien par les Français que par les étrangers.

La confrontation de l'interprétation des situations locales et de la promotion des intérêts de la France conduit à l'élaboration de stratégies diplomatiques. Il faut nouer des alliances, activer des conflits ou favoriser la paix ; chercher à préserver ou à modifier des équilibres de puissances. La question de savoir dans quelle mesure l'action de la diplomatie française auprès de certaines puissances est conditionnée par des enjeux et des objectifs qui ne les concernent qu'indirectement est au cœur de notre travail. Elle amène à se pencher sur les rivalités entre les diplomaties des grandes puissances dans des régions qui ne sont pas

l'enjeu principal de leurs affrontements, mais qui n'en sont pas moins importantes. À ce titre, les notions de barrière de l'Est et d'alliance de revers méritent une attention particulière pour montrer leur pertinence tout comme leurs limites. Une perspective pluriséculaire doit permettre de caractériser l'existence de traditions en politique étrangère, mais aussi de ruptures et de changements qui sont les fruits d'une confrontation pragmatique avec une vie politique européenne toujours en mouvement. Elle dicte la pertinence des moyens d'intervention dont le plus spectaculaire est l'engagement militaire. Intervenir sur des théâtres d'opérations lointains pose une série de difficultés logistiques et humaines. Il faut disposer des moyens de projection de la puissance militaire dont l'efficacité est conditionnée par de nécessaires accommodements avec une situation sur le terrain qui est toujours singulière, que ce soit en termes de traditions militaires ou d'enjeux strictement locaux.

Nous voudrions remercier l'ensemble des participants français et étrangers qui ont accepté de se réunir pour travailler autour de l'ensemble des pistes de réflexions que nous leur avons suggérées. L'organisation du colloque et la publication de ces actes n'auraient pas été possibles sans l'aide amicale de plusieurs partenaires dont la contribution financière a été indispensable. Nous voudrions tout d'abord exprimer notre reconnaissance aux deux principaux maîtres d'œuvre du colloque, le Centre de Recherche en Histoire Internationale et Atlantique de l'université de Nantes, et le Centre de Recherche des Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan. Nous avons également bénéficié du soutien de la Fondation Saint-Cyr, de l'Université de Nantes, de Nantes Métropole, de la région Pays de la Loire et de l'association régionale des Pays de Loire de l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale présidée par Jean-Pierre Bois. Nous tenons également à exprimer notre gratitude à ceux sans lesquels notre réunion scientifique n'aurait pu avoir lieu : le lieutenant-colonel Georges Gauthier, l'adjudant-chef Catherine Sorin et le brigadier-chef Frantz Lebris, du CREC Saint-Cyr ; Aurélie Cloarec et Marie-Rolande Sadoune, du CRHIA. Nous remercions également le général Éric Bonnemaïson, commandant les Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan et Ronan Doaré, directeur du CREC Saint-Cyr, pour leur accueil et leur soutien. *Last but not least*, nos remerciements s'adressent tout particulièrement à Michel Catala, directeur du CRHIA, pour les conseils et les orientations qu'il nous a donnés tout au long de notre programme de recherche au cours de ces dernières années.